

RWANDA

RWANDA: L'ARMÉE FRANÇAISE AVANCE A PAS COMPTÉS

Soucieux de convaincre de sa volonté humanitaire, le contingent français est resté dans une bande de quinze kilomètres à l'intérieur du pays. A Gisenyi, où les forces armées rwandaises avaient encouragé un accueil chaleureux, les Français disaient n'avoir avec elles que de « simples rapports de politesse ».

Les Douze pays membres de l'Union européenne ont apporté samedi, lors du sommet européen de Corfou, un appui politique à l'opération Turquoise, mais sans s'engager sur un soutien plus important en logistique et surtout en troupes, souhaité par Paris, bien que la Belgique étudie un soutien logistique et que l'Italie s'appête à envoyer une mission à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda pour « vérifier les conditions d'un concours de ses forces armées ». Le Niger s'est déclaré, hier, prêt à envoyer des troupes au Rwanda. Le gouvernement congolais y est également disposé, sous réserve d'une décision en ce sens des chefs d'Etat de l'Union douanière et économique d'Afrique centrale. Le gouvernement mauritanien a envoyé dès samedi une équipe médicale au Rwanda.

Province de Kibuye, envoyé spécial

Au quatrième jour de l'opération Turquoise, dimanche, les forces françaises ont poursuivi leur mission de reconnaissance dans la zone frontalière orientale du Rwanda. Soucieux de convaincre la communauté internationale du caractère strictement humanitaire de leur mission, les soldats français n'ont en fait pas encore véritablement pris pied dans le pays. Les missions de reconnaissance ne se sont effectuées que dans une bande ne dépassant pas une quinzaine de kilomètres de profondeur, entre les villes de Cyangugu au Sud et Gisenyi au Nord. Ces missions, menées selon la tactique du va-et-vient, impliquent que les Français, accompagnés de quelques soldats sénégalais, regagnent chaque soir pour la plupart leurs bases au Zaïre, Bukavu au Sud et Goma au Nord. Cette dernière ville sert de QG au chef de l'opération, le général de brigade Lafourcade.

« Notre principal souci est de dissuader les fauteurs de trouble. Il est exclu d'aller faire la guerre. Notre mission est de protéger les populations », assure ce dernier. « Nous recensons les camps de réfugiés et participons à la coordination de l'aide humanitaire. Il n'est pas question de prendre parti pour un camp ou l'autre », affirme-t-il. Samedi, lors de leur première reconnaissance dans la région de Gisenyi, fief du président Juvénal Habyarimana (assassiné le 6 avril dernier), les milices hutus progouvernementales auraient d'ailleurs fait quelques difficultés à la progression des détachements français. Ce qui a amené un responsable de l'état-major à Paris à faire état de « tensions ». Celles-ci ne semblent toutefois pas avoir été perçues avec la même acuité sur le terrain. Rendant compte de



Le contingent français, vendredi, a pris position près du camp de Nyarushishi, qui accueille 8 000 réfugiés tutsis.

A Kigali, « Le FPR est devenu un peu plus nerveux »

Le général Dallaire, chef des Casques bleus au Rwanda, évoque l'impact de l'arrivée du contingent français sur le terrain et l'influence de l'« opération Turquoise » sur la mission de l'ONU.

Kigali, envoyé spécial

L'arrivée des premiers contingents français au Rwanda, dans le cadre de l'« opération Turquoise » a entraîné de nombreuses perturbations dans le travail quotidien des Casques bleus de la Minuar (Mission des Nations unies au Rwanda). Arrivé à Kigali en octobre 1993, à la tête de la Minuar, le général canadien Roméo Dallaire évoque aujourd'hui ses craintes, ses doutes et dresse un rapide bilan dans l'attente des renforts promis par New York.

LIBERATION. Quelles ont été les conséquences pour la Minuar de l'intervention française au Rwanda ?

GÉNÉRAL DALLAIRE. Jusqu'à présent aucune, si ce n'est que le Front patriotique rwandais est devenu un peu plus nerveux et qu'il essaye de percevoir l'impact que l'intervention peut avoir sur lui. Il a de ce fait revu

ses relations avec nous et nous a affirmé ne plus être en mesure de garantir la sécurité des éléments de la Minuar dont les pays ont annoncé qu'ils contribueraient à l'initiative française. C'est pourquoi j'ai retiré tous les observateurs militaires sénégalais, congolais et togolais. A part cela, le FPR a également affirmé que depuis l'annonce de l'intervention française, ils ne pourraient plus assurer la sécurité de l'aéroport de Kigali, et c'est pourquoi nous n'avons pas été encore en mesure de le rouvrir.

LIBERATION. Vous semblez avoir interrompu ces derniers temps bon nombre de vos missions d'observation dans la capitale. Est-ce une conséquence directe de l'« opération Turquoise » ?

R.D. Nous avons pris du retard ces derniers jours en raison du départ des

contingents africains et du fait que la nouvelle équipe censée les remplacer n'est toujours pas arrivée. Le réapprovisionnement en logistique de ma propre force tarde également et freine nos opérations. Nous poursuivons cependant nos missions de reconnaissance dans la capitale et continuons les distributions de nourriture.

LIBERATION. Vous avez établi depuis vendredi un contact téléphonique permanent avec le commandement français au Zaïre. Quel type de relations allez-vous entretenir avec lui ?

R.D. Disons plutôt que je connais son numéro de téléphone. Plus sérieusement, mon objectif est d'établir, en accord avec les ordres que j'ai reçus de New York, une coopération et une coordination avec le commandement français afin que les deux états-majors puissent se rencontrer. Cette rencontre

devrait avoir lieu d'ailleurs dans les prochains jours. Nous discuterons alors de ce que nous pensons faire, chacun de notre côté, et voir comment nous nous adapterons en fonction de ces nouvelles circonstances. De mon côté, je n'ai pas beaucoup d'adaptation à faire. Tant que j'ai du personnel et du matériel, je continuerai à remplir ma mission ici à Kigali, et d'après ce que je sais, les Français devraient rester dans l'ouest du pays.

LIBERATION. Pourquoi les 5 500 hommes qui doivent venir renforcer vos effectifs à Kigali, tardent-ils à arriver ?

R.D. Le Rwanda est peut-être considéré comme un pays difficile pour s'y engager, la mission que nous accomplissons est difficile elle-même, et nous n'avons pas encore obtenu de cessez-le-feu.

Recueilli par Alain FRILET

... ces missions, le général Lafourcade n'a pas jugé utile de mentionner ces incidents. Un lieutenant sénégalais qui participait à cette reconnaissance auprès de quelque 500 réfugiés hutus dans les camps des localités de Kanama et Nyamyumba, affirmait même qu'« aucun incident » ne s'était produit « avec les milices hutus aux barrages ».

Dimanche, un convoi d'une dizaine de Jeep et d'un camion de transport de troupes n'a rencontré aucun obstacle pour entrer dans Gisenyi, le fief hutu, et parcourir la piste très montagneuse d'une trentaine de kilomètres jusqu'à mi-chemin de la localité de Kibuye. Dans Gisenyi, siège du gouvernement intérimaire rwandais et du commandement des forces armées rwandaises (FAR), une petite foule massée comme pour un passage du Tour de France agita régulièrement de petits drapeaux tricolores que les autorités leur avaient opportunément distribués. Très rapidement, une Jeep armée des FAR, arborant un grand drapeau tricolore, s'est mêlée au cortège pour l'accompagner. A son bord, coiffé d'un calot bleu-blanc-rouge, en veste de treillis et T-shirt publicitaire Guinness, Bernard Monyguinchar, qui se présentait comme le président régional pour la Jeunesse du MNRP (le parti progouvernemental).

« Nous sommes contents de votre arrivée », expliquait-il. « Avec les Français, nous allons rétablir l'ordre contre les agresseurs du FPR », le Front patriotique rwandais, le mouvement de guérilla à majorité tutsi qui contrôle les 3/4 du pays. Cette ambiguïté explique pour une large part la prudence de la pénétration française au Rwanda, qui ne veut à aucun prix apparaître comme un appui aux forces gouvernementales et un encouragement aux milices hutus responsables du génocide des populations tutsis. Des contacts très étroits ont été noués au niveau diplomatique et aussi localement avec des responsables du FPR pour les amener à composer avec l'opération Turquoise. Quant aux FAR, explique le général Lafourcade, l'armée française se limite à avoir avec elles « de simples rapports de politesse ».

Sur la piste de Kibuye, en surplomb de vallées parfumées, de champs de thé, bananeraies et avocats, la colonne a passé sans encombre une vingtaine de barrages tenus par des miliciens hutus, en apparence enthousiastes. Pour combien de temps? Pour l'instant, les forces françaises se limitent à l'identification des camps de réfugiés, comme celui du village de Kayové, où se trouvent une quarantaine de réfugiés hutus venus de l'ouest du pays.

Sur les bords de l'immense lac Kivu, qui marque la frontière avec le Zaïre, la guerre est toute proche. Les villageois assurent que le FPR assiège la ville de Gitarama. Au sud, à 20 kilomètres à l'est de Cyangugu, dans la région où se trouverait un camp de réfugiés hutus comptant plus de 100 000 personnes, le village de Bigabiro aurait été incendié et ses habitants massacrés.

Les forces françaises ne s'approchent pas de la ligne de front. Le général Lafourcade attend de compléter son dispositif militaire. Il attend des véhicules de l'avant-blindé (VAB, équipés de canons de 20 mm). « Au cas où... et pour protéger les militaires et les populations civiles qui seraient menacés », affirme un responsable de l'opération Turquoise. Mais à Goma, le maître-mot est et devra rester la « dissuasion », non l'engagement.

Dominique GARRAUD



A Nyarushishi, samedi. Une femme tutsi, malade, se soigne avec du maïs dilué dans l'eau.

Dialogue difficile avec les massacreurs

« Les Français sont-ils venus nous aider ou nous embêter », se demandaient des hutus à Cyangugu, où l'armée française tentait de désarmer des miliciens et lever les barrages.

Cyangugu, envoyé spécial

Sur le terrain, l'armée française improvise, à l'état-major, elle se pose des questions. Alors que la « force de protection humanitaire » française au Rwanda est encore faible et n'opère que dans une bande de dix à vingt kilomètres le long de la frontière zaïro-rwandaise, les patrouilles ont commencé à engager un dialogue difficile avec les miliciens hutus de l'ancien régime, accusés d'être responsables des massacres perpétrés contre la minorité tutsi.

« C'est quoi ça? », demande le capitaine français à un jeune affublé d'un crucifix en plastique fluo au cou, Kalachnikov à la main et trois grenades à la ceinture. « Donne tes armes aux militaires, les civils n'ont plus le droit de les porter. » Interloqué, sans mot dire, le jeune obéit et remet fusil et grenades à un soldat rwandais, presque aussi débraillé que lui. « Et ce

tronc d'arbre? », continue le capitaine. « C'est fini. Il faut lever les barrages routiers. Nous sommes là, nous assurons la sécurité. Allez travailler, rentrez vous occuper de vos familles. Reprenez une vie normale... »

En faction depuis deux mois pour combattre « l'ennemi intérieur », c'est-à-dire les partisans du FPR (Front patriotique rwandais) à majorité tutsi, les miliciens croient rêver. Aussi, les « amis français » à peine partis, ils reprennent leurs armes et remettent le tronc d'arbre au travers de la route goudronnée.

« Les barrages, c'est un vrai problème », reconnaît le colonel Jacques Rosier, commandant du dispositif français pour le « secteur sud » qui opère depuis Bukavu, au Zaïre. « Les miliciens font la guerre. Par souci de neutralité, nous n'avons pas à intervenir. Sinon, demain, s'il y a des infiltrations de rebelles, on nous fera porter le chapeau. » Alors quoi faire? « Il

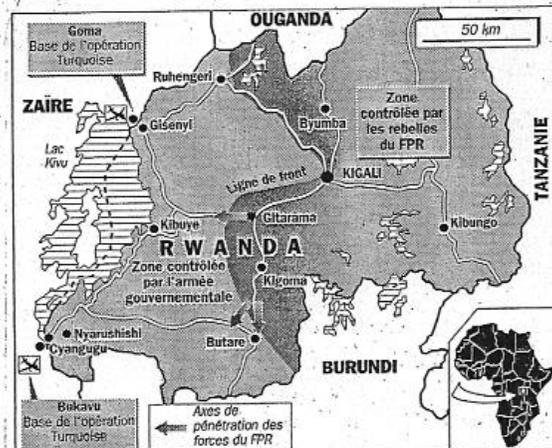
faut enlever les barrages qui sont de trop surtout là où sont commises des exactions. » Sur le terrain, ce n'est pas toujours évident, surtout pour les miliciens. « Les Français sont-ils venus nous aider ou pour nous embêter? », se demande déjà l'un d'eux, soupçonneux, à la sortie de Cyangugu.

« Pour l'instant, nous faisons du renseignement humanitaire », explique le colonel Rosier. « Nous repérons les camps de déplacés, et nous protégeons ceux qui sont menacés. » Et si les rescapés des massacres veulent être évacués hors du pays, en direction du Zaïre par exemple? Haussement d'épaule. « On est en train d'étudier la question... Hier, on a pris sur nous de mettre un Tutsi, qu'on ne voulait vraiment pas laisser, dans l'hélicoptère. Mais bien sûr, pour des centaines ou des milliers de personnes, ce n'est pas la solution. D'autant qu'il nous faudrait l'accord du Zaïre pour les accueillir. »

Trois jours après son débarquement sur le terrain, l'armée française n'a ni tous ses moyens ni des idées bien arrêtées. A l'aéroport de Bukavu, avec sa piste longue seulement de 2 000 mètres et peu d'espace de rangement, sur 600 hommes et 60 véhicules, seule la moitié est arrivée.

Les premiers blindés légers, des autotitrailleurs (AML) en provenance de Bangui (Centrafrique), ne sont attendus que pour après-demain. « Et avec ça, qu'est-ce qu'on va faire? », s'interroge déjà un officier. « Pour éviter des accrochages avec les rebelles, on ne va pas en profondeur dans le pays. En attendant, dans la zone gouvernementale, ça n'a pas de sens de protéger les déplacés hutus. Alors, en logique humanitaire pure, on va se retrouver à ne garder que des Tutsis, les seuls à être menacés. Ça ne va pas plaire à l'armée rwandaise et aux miliciens. »

Stephen SMITH



REPÈRES

32 ans d'interventions militaires françaises en Afrique

- **1962 SENEGAL.** Opération de maintien de l'ordre suite à une tentative de coup d'Etat contre le président Senghor.
- **1964 GABON.** Des unités parachutistes débarquent à Libreville après l'enlèvement du président Léon M'Ba.
- **1968-1972 TCHAD.** A l'appel du président Tombalbaye, débarquement à Fort-Lamy pour lutter contre la rébellion du Tibesti.
- **1977 ZAIRE.** Lors de la guerre du Shaba, Paris établit un pont aérien entre Rabat et Kolwezi pour le transport de troupes marocaines.
- **1977 SAHARA.** Après la capture de ressortissants français au Sahara occidental par le Front Polisario, envoi de Jaguar.
- **1978 TCHAD.** Renfort d'environ 2 000 hommes et de Jaguar.
- **1978 ZAIRE.** 600 parachutistes sautent sur Kolwezi, lors de la seconde guerre du Shaba, pour rapatrier 2 700 ressortissants européens.
- **1979 CENTRAFRIQUE.** Détachement militaire lors de la déposition de l'empereur Bokassa.
- **1983-1984 TCHAD.** Opération Manta. 3 000 hommes mobilisés à l'appel du président Hissène Habré, après l'intervention libyenne aux côtés de Goukouni Weddeye.
- **1986 TCHAD.** Opération Epervier: raid aérien contre la piste libyenne de Ouadi-Doum et dispositif dissuasif concentré à N'Djamena.
- **1986 TOGO.** 150 parachutistes sont évacués au Togo à la suite d'une tentative de coup d'Etat contre le président Gnassingbé Eyadema.
- **1989 COMORES.** « Mission d'encadrement » de 200 hommes après l'assassinat du président Ahmed Abdallah et le départ de Bob Denard.
- **1990 GABON.** Renfort du dispositif militaire français, à la suite de graves émeutes. 1 800 ressortissants étrangers sont évacués.
- **1990-1993 RWANDA.** Envoi de 300 militaires au Rwanda après l'invasion du nord-ouest du pays par les rebelles du Front patriotique rwandais. Evacuation de ressortissants français et européens.
- **1991 ZAIRE.** Après de violentes émeutes, évacuation de ressortissants français par 450 militaires.
- **1991 DJIBOUTI.** Après la chute du régime éthiopien, la France renforce son dispositif à Djibouti. L'opération Godoria, à caractère militaire défensif, est doublée d'une action humanitaire. Rébellion armée des Afars dans le nord. Une partie des forces françaises est déployée pendant un an dans cette région.
- **1992-1994 SOMALIE.** 2 500 hommes sont envoyés dans le cadre de l'opération multinationale Restore Hope puis Onusom II, en faveur des victimes de la famine et de la guerre civile.
- **Avril 1994 RWANDA.** quelque 500 parachutistes évacuent plus d'un millier de ressortissants français et étrangers du pays, ensanglanté par des combats interethniques après la mort du président rwandais Juvénal Habyarimana.